

# Barcelone +20

## *Extinction ou nouveau souffle ?*

**Numéro 93**

A paraître en mai-juin 2015

**Sous la coordination de Sébastien Abis**

Membre du comité de rédaction de la revue *Confluences Méditerranée*  
Administrateur au CIHEAM, chercheur associé à l'IRIS

---

## **Appel à contribution**

Une page de résumé maximum de proposition d'article à fournir avant le **30 septembre 2014**

**Contact pour ce numéro**

abis@iris-france.org

## Problématique générale

En novembre 2015, la Déclaration de Barcelone aura 20 ans. Elle avait marqué une étape majeure dans l'histoire contemporaine des relations entre l'Union européenne et les pays du pourtour méditerranéen. Instaurant un Partenariat euro-méditerranéen (PEM), elle se déclinait en trois volets de coopération : politique et sécuritaire (i), économique et financier (ii) et socioculturel (iii). Le texte faisait vibrer diplomatiquement l'idée d'une Méditerranée interface entre l'Europe et l'Afrique et d'un espace de solidarités. L'ambition était de mettre en œuvre une zone d'intégration progressive entre l'UE et les Etats du Sud et de l'Est du bassin. Ce fut l'espoir d'une affirmation d'une politique extérieure commune européenne. Dans le mouvement émergent de régionalisation de la mondialisation, l'UE misait sur la Méditerranée et les pays nord-africains comme proche-orientaux restaient alors encore fortement polarisés sur ce continent européen perçu comme l'eldorado voisin mais aussi comme principal partenaire.

Deux décennies plus tard, tout a changé. Ou presque. L'Euro-Méditerranée ne s'est pas traduite dans les faits. Le contexte géopolitique s'avère très différent, à la fois au niveau mondial, européen et méditerranéen, et en particulier depuis le 11 septembre 2001. Les crises et les conflits sont plus nombreux aujourd'hui dans l'espace méditerranéen qu'à la fin du XXème siècle. Le développement en Méditerranée marque le pas et les économies stagnent, sur la rive Nord comme sur la rive Sud. Or la demande sociale est énorme. Elle a fait vaciller des régimes autoritaires dans plusieurs pays arabes. Des Etats sont à bout de souffle, des territoires s'autonomisent et des menaces nouvelles sont apparues. Les désordres du Sahel ou du climat s'ajoutent à toute une série de contraintes stratégiques déjà fortes sur l'espace méditerranéen. L'Union européenne se porte mal. Discréditée en son sein, elle reste paradoxalement désirée parfois à ses frontières. La politique européenne de voisinage (PEV), mise en place en 2003 puis complétée en 2011, tente d'apporter des réponses à une géographie inédite. 28 Etats sont membres de l'UE, dont le centre de gravité penche désormais à l'Est. Les révoltes arabes l'ont effrayée et la crise actuelle en Ukraine montre que Bruxelles regarde ailleurs que vers l'horizon troublé du Sud de la Méditerranée. Sur ce rivage méridionale d'une grande Bleue devenue mur à franchir pour les uns, mer à protéger pour les autres, les déceptions sont grandes. Responsables autant que l'UE des échecs du PEM, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont des relations diplomatiques, économiques et culturelles de plus en plus diversifiées. L'ancrage vers l'Europe s'est atténué, même si un lien plus tenace unit encore les pays du Bassin occidental dans un dialogue 5+5 réanimé après les difficultés rencontrées par l'Union pour la Méditerranée (UpM), autre initiative lancée en 2008. La confusion l'emporte souvent face à ce mille-feuilles institutionnel en Méditerranée.

En 2010, la revue *Confluences Méditerranée* avait publié son numéro 74 sous ce thème provocateur « La Méditerranée sans l'Europe », s'interrogeant notamment sur les conséquences de la pénétration croissante d'acteurs extérieurs sur la scène géopolitique et économique méditerranéenne. En creux, ces réflexions posaient la question de la pertinence de l'idée euro-méditerranéenne pour l'avenir. Aujourd'hui, l'Euro-Méditerranée, comme vision proposée à Barcelone en 1995, semble à la dérive. Peut-on encore la réanimer et la relancer alors qu'en 2015 une nouvelle Europe institutionnelle se mettra en place et que la déclaration de Barcelone aura 20 ans ? Sur quelles bases géographiques et financières ? Avec quelles institutions et quels acteurs (Etats, collectivités territoriales, entreprises, société civile, etc. ? En misant sur quels secteurs et en investissant dans quels segments de la population ? Ne faudrait-il pas tout miser sur un minimum de grandes questions stratégiques pour tenter de maximiser l'impact des politiques euro-méditerranéennes ?

Mais cette hypothèse de reconstruction du projet euro-méditerranéenne ne butte-t-elle pas sur un désenchantement manifeste ? Veut-on encore animer l'esprit de Barcelone 1995 et veut-on réellement construire cette Euro-Méditerranée ? Ces doutes peuvent être ressentis au Nord comme au Sud de ce Bassin méditerranéen où les enjeux d'ailleurs s'accroissent, exigeant de plus en plus de coopération multilatérale. Mais les relations bilatérales ne risquent-elles pas de dominer encore voire même de se développer davantage ? Quelles sont les perspectives d'évolution des politiques méditerranéennes de l'UE ? Quelles sont les aspirations des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ? Comment les enjeux dans les zones périphériques (Mer noire, Sahel, Moyen-Orient) viennent-ils compromettre cette idée euro-méditerranéenne ? Quelles sont les stratégies des puissances extrarégionales pour la Méditerranée et en quoi cela peut-il nuire ou servir la coopération euro-méditerranéenne ?

Ce numéro de la revue *Confluences Méditerranée* ne vise pas à faire le bilan de deux décennies de PEM. Il se veut résolument prospectif. Il vise à clarifier la situation présente, à proposer des initiatives pour l'avenir ou à examiner les défis qui demain viendront soit nourrir l'exigence d'une Euro-Méditerranée soit renvoyer la déclaration de Barcelone au rayon des anachronismes régionaux. Les articles seront donc concrets, provocateurs et annonciateurs de lendemains meilleurs ou pires selon les scénarios qui seraient alors suggérés pour le futur.

Ce numéro de *Confluences Méditerranée* qui se veut force de propositions pour contribuer au débat qui aura lieu en 2015 sur le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration de Barcelone, sur la politique de l'UE vis-à-vis de son voisinage et sur les initiatives multilatérales euro-méditerranéennes susceptibles d'être confortées, dynamisées ou redéfinies.

## **Informations pratiques**

### Langues de travail

- Français (bien que des contributions en anglais soient envisageables)

### Longueur des articles

- 25000 signes espaces et notes de bas de page compris + un résumé en quelques lignes

### Aspects techniques et scientifiques

- Les articles doivent comporter clairement le nom de l'auteur et sa profession, un résumé en 5 lignes de son article et une bibliographie précise (livres, articles, webographie)
- Les articles doivent être inédits et livrés par voie électronique aux adresses emails indiquées pour les coordonnateurs.

## **Calendrier éditorial**

### Juin 2014

- Lancement de l'appel à propositions

### Avant le 30 septembre 2014

- Envoi d'une page (maximum) de proposition d'article

### Septembre-Octobre 2014

- Processus de sélection des propositions par les coordonnateurs du numéro et en liaison avec les membres du Comité de rédaction de Confluences Méditerranée
- Mise en place du sommaire du numéro avec liste des auteurs et des articles

### Avant le 15 décembre 2014

- Envoi d'un premier draft de l'article (esquisse générale, plan détaillée, idées forces du texte)

### Avant le 15 mars 2015

- Remise de l'article dans sa version finale

### Mai-Juin 2015

- Parution de la revue